



Arrêté n° 2024 – 2170 du 26 juillet 2024

levant la mise en demeure prise à l'encontre de la société EDF de respecter certaines dispositions relatives à son installation de protection contre la foudre pour son entrepôt de stockage situé sur le territoire des communes de VELAINES et TRONVILLE-EN-BARROIS

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier sa section III ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-1522 du 8 juillet 2016 autorisant la société EDF à exploiter un entrepôt de pièces froides pour la maintenance des centrales nucléaires, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2022-2283 du 26 octobre 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-2212 du 30 août 2023 mettant en demeure la société EDF de respecter certaines dispositions relatives à son installation de protection contre la foudre pour son entrepôt de stockage situé sur le territoire des communes de Velaines et Tronville-en-Barrois ;

VU les constats effectués sur site par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est lors de la visite de contrôle effectuée le 10 juillet 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé 341-2024/PaD, en date du 22 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que les obligations fixées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2023-2212 du 30 août 2023 susvisé ont été satisfaites ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Levée de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n° 2023-2212 du 30 août 2023 mettant en demeure la société EDF Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance, dont le siège social est situé 253, boulevard de Leeds – 59049 LILLE, de respecter les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en remettant en état son installation de protection contre la foudre, **est abrogé**.

Article 2 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le Tribunal administratif de Nancy, peut être saisi d'une requête via l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée, pour information, aux mairies de Velaines et de Tronville-en-Barrois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- M. l'Inspecteur des installations classées de la DREAL Grand Est,
- MM. les Maires de Velaines et de Tronville-en-Barrois,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, à titre de notification, à la société EDF Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance – 253, boulevard de Leeds – 59049 LILLE.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET